

Mise en question du financement du développement : *que demander à votre gouvernement concernant les modalités de prises de décisions en matière de développement*

Il est probable que votre gouvernement soit actuellement en train de prendre des décisions importantes en matière de financement du développement. Qu'il s'agisse de l'établissement de nouvelles institutions telles que la Nouvelle Banque de développement des pays BRICS et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, ou de l'élaboration de politiques comme la révision des mesures de sauvegarde de la Banque mondiale ou des priorités pour votre banque nationale de développement, les gouvernements prennent des décisions qui affecteront la définition et la mise en œuvre des activités de développement, et auront des répercussions sur les communautés et l'environnement, qui peuvent être positives ou au contraire être néfastes et accroître la pauvreté.

À quoi ressembleront ces banques ? Par quelles règles seront-elles régies ?

Quels projets soutiendront-elles ?

Comment collaboreront-elles avec la société civile ?

Que décidera votre gouvernement, et serez-vous consultés ?

Ce questionnaire est élaboré pour aider les groupes de la société civile à examiner la façon dont leurs gouvernements prennent des décisions concernant le financement du développement, et pour garantir que ces processus soient ouverts et responsables, et respectueux des droits humains.

À qui demander ?

Étant donné que les processus nationaux de prise de décisions en matière de financement du développement souffrent souvent d'un manque de transparence, il n'est pas toujours évident d'identifier les preneurs de décisions, et donc de savoir quels preneurs de décisions et fonctionnaires contacter. Néanmoins, un bon point de départ est votre ministère des finances, le trésor public, ou le ministère des affaires étrangères. Il s'agit généralement des institutions compétentes pour prendre des décisions en matière de financement du développement. Vous pouvez également envoyer votre correspondance en copie à d'autres institutions gouvernementales avec qui vous entretenez une bonne relation ou qui pourraient être bien disposées à votre égard, telles que votre commission nationale des droits humains, votre institution nationale de développement, ou les ministères du travail, de la justice ou de l'environnement.

Comment utiliser le questionnaire ?

Les questions ci-dessous utilisent comme base les processus politiques mondiaux en cours, notamment la révision des mesures de sauvegarde de la Banque mondiale, l'élaboration d'une Nouvelle Banque de développement (*New Development Bank - NDB*) des pays BRICS, et l'établissement de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank - AIIB*). Vous pouvez cependant adapter les questions à tout processus politique pertinent pour votre pays et votre situation, y compris des processus de réforme comprenant d'autres banques multilatérales, ou votre banque de développement ou institution de développement nationale. Les questions peuvent être utilisées lors de réunions en face-à-face, ou par correspondance formelle, ou un mélange des deux.

Partage des réponses que vous recevez

Une fois le questionnaire utilisé, veuillez nous faire part des réponses de votre gouvernement. En partageant toute réponse que vous recevez, vous pouvez échanger des informations entre groupes de la société civile travaillant dans différents pays et développer des stratégies coordonnées et des meilleures pratiques. Vous constaterez que nous avons inclus ci-dessous quelques exemples positifs de pratiques nationales auxquelles vous pouvez vous référer lorsque vous défendez un processus national plus transparent ou respectueux des droits dans votre pays. Les réponses peuvent être envoyées à contact@bankonhumanrights.org.

Questions pour les États membres de la Banque mondiale, des pays BRICS, de l'AIIB et d'autres banques :

1) Quels sont les institutions ou ministères impliqués dans la définition de la position [du pays X] en matière de financement du développement international ? Quel bureau et personne est responsable en dernier lieu et assure la surveillance d'une direction [du gouvernement X] à la Banque mondiale, dans les pays BRICS, à l'AIIB et d'autres institutions de financement du développement ?

Remarque : l'Afrique du Sud et de nombreux autres pays ont établi un processus inter-institutions.

2) Le [pays X] rendra-t-il public, par exemple dans un document de prise de position, sa position au sujet des mesures de sauvegarde et des normes de ces institutions ?

Remarque : les États-Unis le font actuellement.

3) Quelle procédure emploie [le gouvernement X] pour solliciter la participation des citoyens aux questions relatives à la politique de financement du développement ?

Remarque : les Philippines ont organisé des consultations sectorielles avec la société civile au sujet des mesures de sauvegarde de la Banque mondiale.

4) Dans les décisions et activités [du pays X] relatives à la Banque mondiale, aux pays BRICS, à l'AIIB et à d'autres institutions de financement du développement, [le pays X] s'est-il engagé à promouvoir le respect des normes des droits humains applicables et à ne pas soutenir des activités qui entraîneraient ou exacerberaient des violations des droits humains ou y contribueraient ? *Remarque : l'Allemagne a une politique qui exige le respect des droits humains dans son financement du développement.*

5) Quelle procédure emploie [le pays X] pour consulter la société civile et les communautés locales concernant les priorités et propositions de développement ?

Questions supplémentaires pour les États membres de la NDB (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) :

6) Y aura-t-il un processus de consultation publique nationale sur la Nouvelle Banque de développement (NDB) des pays BRICS et les positions que [le pays X] promouvra au sein de la Banque ?

7) Le représentant [du pays X] au Conseil d'administration de la NDB a-t-il été choisi ? Que comporte ce processus de sélection, et quelles qualités/compétences seront requises pour le poste ?

8) Quelle est la position [du pays X ou de votre institution] au sujet du type d'infrastructures et de développement que la NDB devrait financer ? Demanderez-vous des infrastructures inclusives, sociales et sensibles aux droits, tel que des hôpitaux et des écoles ?

9) Quelle est la position [du pays X ou de votre institution] concernant les normes sociales et environnementales qui devraient régir les prêts de la NDB ? [Le pays X] promouvra-t-il un cadre politique pour la NDB conforme aux normes juridiques internationales, y compris les normes en matière de droits humains ?

10) Les Statuts de la NDB indiquent qu'elle doit être transparente dans ses activités et que des règles seront rédigées concernant l'accès à l'information. Quel sera le processus de rédaction de ces règles ? Quels types de mécanismes et de politiques [le pays X] promouvra-t-il au sein de la NDB afin de garantir la transparence et l'accès pour la société civile et les communautés affectées ?

11) [Le pays X] promouvra-t-il l'établissement de mécanismes de responsabilité au sein de la NDB au moyen desquels des organisations de la société civile et des communautés peuvent déposer des plaintes si elles-mêmes ou l'environnement ont été affectés par un projet financé par la NDB ?

Questions supplémentaires pour les États membres de l'AIIB (voir [www. aiibank.org](http://www.aiibank.org) pour la liste des États membres) :

6) Les Statuts de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) devront être ratifiés par [le pays X] et les autres membres de l'AIIB. Quel sera le processus d'examen et de discussion des Statuts ? Quels seront les institutions et les ministères impliqués ? Le parlement sera-t-il impliqué ?

7) Y aura-t-il un processus de consultation publique nationale sur l'AIIB, ses Statuts, et les positions que [le pays X] défendra au sein de la Banque ?

8) Quelle est la position [du pays X ou de votre institution] sur le type d'infrastructures et de développement que l'AIIB devrait financer ? Demanderez-vous des infrastructures inclusives, sociales et sensibles aux droits, tel que des hôpitaux et des écoles ?

9) La Chine s'est engagée en faveur de normes strictes pour l'AIIB et pour la promotion du développement durable. Quelle est la position [du pays X] concernant les normes sociales et environnementales qui devraient régir les prêts de l'AIIB ? [Le pays X] promouvra-t-il un cadre politique pour l'AIIB conforme aux normes juridiques internationales, y compris les normes en matière de droits humains ?

10) Quels types de mécanismes et de politiques [le pays X] promouvra-t-il au sein de l'AIIB afin de garantir la transparence et l'accès pour la société civile et les communautés affectées ?

11) [Le pays X] promouvra-t-il l'établissement de mécanismes de responsabilité au sein de l'AIIB au moyen desquels des organisations de la société civile et des communautés peuvent déposer des plaintes si elles-mêmes ou l'environnement ont été affectés par un projet financé par l'AIIB ?